

## Article 21 du Règlement

[Traduction]

## LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

## L'OFFRE D'ACHAT TOUCHANT CANADA TRUST

**M. W. Paul McCrossan (York-Scarborough):** Monsieur le Président, à 9 heures ce matin, la société Imasco, l'ex-Imperial Tobacco, a offert d'acheter toutes les actions de Genstar à \$54 l'action. Genstar contrôle Canada Trust, l'un des plus grands établissements financiers du Canada depuis qu'il a fusionné avec Canada Permanent.

Dans son rapport sur les institutions financières, paru en novembre dernier, le comité des finances a recommandé de resserrer davantage les mesures visant à restreindre l'acquisition de grands établissements financiers par des organismes non financiers. Il avait pris, comme exemple, Genstar car elle détenait un portefeuille non financier peu important toutes proportions gardées. Il semble bien maintenant qu'une seule compagnie ayant un imposant portefeuille non financier peut détenir le contrôle de la société Canada Trust.

La ministre d'État aux Finances (M<sup>me</sup> McDougall) devrait expliquer publiquement qu'elle contrera toute tentative de la part d'établissements non financiers d'acquiescer une participation majoritaire dans la société Genstar. Elle devrait faire connaître immédiatement à la Chambre sa réaction aux instances du comité des finances en matière de propriété.

\* \* \*

## LES ARMES NUCLÉAIRES

## ON DEMANDE DE DISCONTINUER LES ESSAIS SOUTERRAINS

**M. Dave Nickerson (Western Arctic):** Monsieur le Président, tout comme n'importe quel autre genre d'explosif, les explosifs nucléaires peuvent servir au bien ou au mal. Parmi les usages civils d'explosions nucléaires souterraines, on pourrait citer les travaux d'excavation à grande échelle, l'augmentation de la perméabilité de la roche réservoir de gaz naturel et la fracturation de la roche en préparation de la lixiviation sur place des gisements minéraux. Or la poursuite d'essais nucléaires souterrains, surtout militaires, par des puissances comme les États-Unis et l'U.R.S.S. est perçue comme un geste d'hostilité et entraîne une instabilité accrue dans un monde déjà instable.

Je me permettrais donc de suggérer que l'on abandonne tout essai unilatéral et que les puissances nucléaires, avec d'autres pays intéressés comme le Canada, collaborent sous les auspices des Nations Unies à mettre au point des explosifs nucléaires destinés à des fins pacifiques qui peuvent servir . . .

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Soixante secondes.

● (1410)

[Français]

## L'ADMINISTRATION

## LA POSITION DES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

**M. Guy Ricard (Laval):** Monsieur le Président, nous faisons face depuis plus d'un an déjà à une «députation» libérale déçue, sans politique, sans vision de l'avenir et sans espoir.

Les députés de l'opposition refusent systématiquement d'adopter quelque élément constructif aux débats qui prennent place dans cette Chambre. Ils se contentent plutôt de dénigrer les programmes mis de l'avant par notre gouvernement. Qu'importe, qu'il s'agisse de création d'emplois pour les jeunes, d'améliorations apportées aux rentes des anciens combattants ou encore de programmes d'aide aux agriculteurs, rien ne les satisfait.

Pis encore, monsieur le Président, il tentent par tous les moyens possibles de retarder l'adoption de mesures qui profiteraient aux plus démunis de nos concitoyens.

C'est avec raison que Jeffrey Simpson du journal *The Globe and Mail* écrivait récemment, et je cite:

Dans sa critique du Budget Wilson, l'opposition libérale a encore prouvé de déprimante façon que l'inconsistance intellectuelle, l'hypocrisie et l'opportunisme politique se portent bien sur les bancs de l'opposition.

\* \* \*

## LES PÊCHERIES

## L'ÉTABLISSEMENT D'UN QUOTA DE HARENG DANS LA RÉGION DU GOLFE SAINT-LAURENT

**M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent):** Monsieur le Président, les pêcheurs du Nouveau-Brunswick attendent avec impatience une décision du ministre des Pêches et des Océans (M. Siddon) au sujet du quota de hareng dans la région du golfe. Il y a déjà plusieurs semaines, des représentants du gouvernement, des pêcheurs et des apprêteurs s'étaient réunis à Montréal pour discuter et proposer des changements! Avril arrive, c'est le temps que les pêcheurs préparent leurs bateaux et leurs agrès de pêche. Comme vous pouvez l'imaginer, les pêcheurs ont besoin de connaître maintenant ce que sera le quota de pêche afin qu'ils puissent planifier en conséquence.

Monsieur le Président, le ministre a tous les éléments en main et il n'y a pas de raison qu'il retarde sa décision. De plus, l'industrie de la pêche au crabe attend, elle aussi, avec impatience une décision du ministre. Je me demande pourquoi le ministre hésite. Pourquoi fait-il languir les pêcheurs?

\* \* \*

## L'ÉCONOMIE

## LA PERFORMANCE DE L'ANCIEN GOUVERNEMENT

**M. Gabriel Fontaine (Lévis):** Monsieur le Président, dans *Ottawa Citizen* de ce jour, à partir du livre *Up the Hill*, un ancien ministre du gouvernement fédéral, député actuel de Saint-Henri-Westmount (M. Johnston), donne une idée non partisane du très peu d'attention que portait le gouvernement libéral aux grandes décisions économiques.